

La triste histoire de « **l'arche de Zoé** » n'est pas qu'une affaire humanitaire mais bien une affaire politique qui dépasse largement les amateurs de cette association de « bons sentiments ». Bien sûr, elle est emblématique des dérives de notre société persuadée que l'on peut s'émanciper des Etats et des règles de la diplomatie au nom d'un humanitarisme universaliste, celui-là même qui est vanté jour après jour à travers les médias dominants : que de simples quidams sans expérience et peu au fait des réalités politiques et géopolitiques aient cru à ce que la télévision leur racontait, voilà qui n'est pas très surprenant et qui montre toute l'hypocrisie d'un système médiatique occidental qui se donne bonne conscience à peu de frais avant de lyncher ceux qui furent assez crédules pour prendre le discours « humanitariste » au premier degré.

Personnellement, tout en étant fort critique à l'égard de cette association de « pieds nickelés », je me refuse à hurler avec les loups et je considère comme scandaleuse l'attitude des autorités françaises qui, au lieu d'affirmer une solidarité au moins diplomatique avec ses propres ressortissants (n'est-ce pas le devoir de chaque Etat, ce qui n'enlève rien à l'exercice de la justice ?), préfèrent leur cracher dessus sans même leur accorder le bénéfice du doute ou de la bonne foi ni respecter le principe de la présomption d'innocence. Bien sûr, cette attitude est sans doute dictée par des nécessités diplomatiques mais il me semble qu'il y a « l'art et la manière » à respecter, et présenter une telle attitude risque de décrédibiliser notre diplomatie et notre pays, en particulier au regard des autres Etats qui n'ont pas l'habitude de « laisser tomber » leurs concitoyens en pays étranger, quitte à régler ensuite les comptes après le retour au bercail... D'autre part, comment les citoyens français qui travaillent et vivent en « expatriés » dans de nombreux pays d'Afrique vont-ils réagir au spectacle d'un Etat désormais peu enclin à les défendre ou, même, à les protéger ?

Quant au président tchadien, dont les « qualités humanistes » sont bien connues, ses propos accusant les humanitaires d'être des pourvoyeurs de réseaux pédophiles ou de trafic d'organes humains montrent bien que la vieille politique des otages et de la « rançon » fonctionne encore... Au-delà des bénévoles de « l'arche de Zoé », c'est la France qui se retrouve piégée (et Cécilia n'est même plus là pour les faire libérer...) et qui semble ne plus avoir les moyens de peser sur l'Etat tchadien, courtisé par d'autres puissances beaucoup moins regardantes que la France sur les « principes »...

Quand la France va-t-elle prendre la mesure de la situation et, au lieu de se réfugier dans une Union Européenne sans ambition ni grandeur, « **faire de la force** » (je n'ai pas dit « faire usage de la force », que l'on soit bien clair et que l'on ne me prête pas des propos que je ne tiens pas !), c'est-à-dire prendre les moyens de sa politique, de celle que les Capétiens ont forgé au fil des siècles et que de Gaulle a, un temps, poursuivi, fidèle à sa ligne directrice : «

Tchad : la politique des otages.

Écrit par Jean-Philippe
Mardi, 30 Octobre 2007 00:00

La France n'est rien sans la grandeur

», phrase qui résonne étrangement aujourd'hui et qui sonne comme un rappel à l'ordre à nos dirigeants actuels. Au fait, et l'Union Européenne, dans cette affaire ? Après tout, il y a aussi des ressortissants espagnols dans le groupe des prisonniers (des otages ?), et des journalistes (la liberté d'information n'est-elle pas un des principes majeurs de l'Union ?) : mais l'UE me semble fort silencieuse, ou gênée...

Certains, à me lire, croiront peut-être que je suis en colère : ils ne se trompent pas, c'est bien le cas. Car, si je peux accepter le cynisme en politique pour raison d'Etat (c'est ma tendance «

Richelieu

»...), je ne supporte pas l'hypocrisie et la lâcheté, surtout quand elles règnent à la tête de l'Etat pour cinq ans renouvelables... Décidément, je ne serai jamais républicain !